

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 11/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAT'ILD**

Chemin du payannet  
lieu dit "Chemin d'Aix"  
13120 Gardanne

Références : D-UD83-2025-0177  
Code AIOT : 0100000714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement MAT'ILD implanté Lamoureux Carrière de Lamoureux – 83470 Pourcieux. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAT'ILD
- Lamoureux Carrière de Lamoureux – 83470 Pourcieux
- Code AIOT : 0100000714
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAT'ILD est autorisée à exploiter une carrière de roche massive calcaire et des installations de transit, tri, regroupement et stockage de déchets non dangereux aux lieux-dits « les cabannes » et « Lamoureux », sur la commune de Pourcieux, par arrêté préfectoral du 28 mars 2023, pour une durée de 30 ans pour l'installation de stockage de déchets non dangereux et sans limitation de durée pour les autres installations.

La superficie totale des installations est égale à 90 000 m<sup>2</sup>.

Les installations de transit, de tri et de traitement de déchets sont actuellement en cours de construction.

**Contexte de l'inspection :** récolement partiel.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 0.5.2	Sans objet
2	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.1	Sans objet
3	Mesures évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2	Sans objet
4	Mesures évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2	Sans objet
5	Mesures évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2	Sans objet
6	Mesures évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2	Sans objet
7	Mesures évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2	Sans objet
8	Mesures évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.3	Sans objet
9	Tirs d'explosifs	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 4.1.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de tri, transit, traitement et stockage de déchets sont actuellement en cours de construction.

Dans cette phase chantier, l'inspection n'a pas fait ressortir de non-conformité concernant les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur la biodiversité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 0.5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, établissement des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début des opérations d'enfouissement des déchets et/ou dès la mise en activité des installations mentionnées au 5° du I de l'article R516-1 du code de l'environnement dans les conditions dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement,</li><li>• la valeur datée du dernier indice public TP01.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le document attestant de la constitution des garanties financières a été fourni par l'exploitant. Ce document couvre la période de 2025 à 2030 pour un montant de 1 174 829 euros au titre des garanties financières visant la rubrique 2760 de la nomenclature.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Défrichement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les travaux de coupe et de défrichement seront encadrés et coordonnés par un écologue pendant toute la durée du chantier, qui veillera au respect de la mise en œuvre des mesures environnementales figurant à l'étude d'impact et des prescriptions du présent arrêté. Ce coordonnateur environnemental établira en fin de chantier un rapport qui fera état de la conformité des actions et des mesures prévues. Il y consignera également les éventuels incidents et les conséquences qu'ils auraient occasionnés sur les habitats naturels et les espèces. Le porteur de projet s'engage à communiquer ce rapport à l'administration (DREAL, DDTM) dès la fin du chantier de défrichement... ».
<b>Constats :</b> Les travaux de défrichement ont été encadrés et coordonnés par un écologue. Le respect des mesures environnementales prescrites a été suivi par un coordonnateur environnemental. Le rapport de fin de chantier (novembre 2024) est fourni par l'exploitant, il fait état de la conformité des actions et des mesures prévues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesures évitement, réduction et compensation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2	
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de réduction et d'accompagnement	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<b>MR02</b>	<u>Adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces</u> Les travaux de défrichement devront être réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre afin d’éviter les périodes les plus sensibles pour la faune.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un rapport de suivi des opérations de défrichement réalisées du 11 septembre au 30 octobre 2023. Il a également fourni un constat d'huissier faisant état d'un défrichement terminé le 2 novembre 2023.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 4 : Mesures évitement, réduction et compensation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mises en défens

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>MR03:</u></p> <p><u>Mise en défens des secteurs sensibles</u></p> <p>Préalablement à la pose de ces mises en défens, les limites précises de l’emprise du projet devront être implantées par un géomètre.</p> <p>Le coordinateur en écologie assurant le suivi du chantier se chargera ensuite de la localisation des zones à enjeux et du positionnement exact des mises en défens qu’il matérialisera à l’aide de piquets peints, de marquage au sol et de rubalise.</p> <p>Les mises en défens devront être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installées a minima quelques jours avant les premières interventions sur site (y compris avant les opérations de débroussaillage au sein de la bande OLD) ;</li> <li>- Maintenues et régulièrement entretenues (réparées ou au besoin remplacées) durant toute la durée du chantier (sur les emprises en travaux) ;</li> <li>- Retirées une fois les travaux terminés (au plus tôt après le départ du dernier engin).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le coordinateur en écologie a assuré le suivi du chantier.</p> <p>Les zones à enjeux ont été mises en défens à l'aide de piquets peints, de marquage au sol, de rubalise et de blocs rocheux .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Mesures évitement, réduction et compensation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p><u>MR04:</u></p> <p><u>Gestion des émissions de poussières lors des épisodes secs</u></p> <p>Lors des travaux et de l’exploitation du site par temps sec et/ou venté, il sera nécessaire d’arroser régulièrement les pistes d’accès, les emprises des travaux, les zones de roulages,etc. autant que besoin.La fréquence d’arrosage sera définie selon les conditions météorologiques et devra être suffisante pour éviter les levées de poussières lors de la circulation des engins, lors des travaux et pendant la phase d’exploitation du site.</p> <p>Un système d’aspersion fixe devra être intégré au projet le long de la piste d’accès (déjà existant au sein de la carrière).Le respect de la limitation de vitesse de circulation fixée à 30 km/h au sein du site limitera également les levées de poussières.</p> </div>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les pistes d’accès et les emprises des travaux sont arrosées notamment par temps sec et venté.</p> <p>Un système d’aspersion fixe est en place le long de la piste d’accès qui est revêtue d'enrobés et dans la carrière le long des pistes.</p> <p>La limitation de vitesse de circulation à 30 km/h au sein du site est affichée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Mesures évitement, réduction et compensation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, éclairage
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>MR05:</u> <u>Calibrage de l'éclairage des installations pour limiter la pollution lumineuse</u> Aucun éclairage extérieur permanent ou systématique ne sera mis en place lors de phase chantier qui sera uniquement diurne (aucun travail nocturne en extérieur). Seuls seront autorisés les éclairages de début et fin de journée en période hivernale et sur les zones de travaux. Dans tous les cas les éclairages sont allumés au plus tôt au coucher du soleil et sont éteints au plus tard 1 heure après la cessation de l'activité (cf. Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses). Les globes ou éclairages à diffusion large sont interdits. Seuls ceux orientés vers le sol seront autorisés et uniquement sur les zones en activités travaux.
<b>Constats :</b> Aucun éclairage extérieur fixe n'est en place. Pas d'activité en phase nocturne pour l'instant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mesures évitement, réduction et compensation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Débroussaillage
<b>Prescription contrôlée :</b> « ...Chaque débroussaillage se fera sous la coordination d'un écologue avec repérage et balisage au préalable des stations de flore protégée et des plantes hôtes d'insectes protégés... »
<b>Constats :</b> Les opérations de débroussaillage ont été réalisées sous la coordination d'un écologue avec repérage et balisage au préalable des stations de flore protégée et des plantes hôtes d'insectes protégés. Les comptes rendus de suivi écologique sont fournis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Mesures évitement, réduction et compensation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures de réduction et d'accompagnement listées dans l'article précédent et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures susvisées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection le rapport de suivi écologique de l'année 2024 établi par un bureau d'études spécialisé ainsi que les rapports d'audit écologique réalisés pendant les travaux de défrichement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 :** Tirs d'explosifs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 4.1.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre des travaux d'affouillement par des substances explosives.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Le stockage de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (en Hz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Des campagnes de mesure de vibration sont réalisées. Le nombre de points de mesure, leur positionnement et la fréquence des mesures sont définis en lien avec les tirs d'explosifs effectués ou le fonctionnement de brise roche hydraulique. Ces informations sont définies dans une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a fourni le compte rendu du dernier tir de mine du 12 février 2025 avec le rapport de mesure de vibration effectuée dans la construction avoisinante située à 700 m de distance.

Le résultat donne une vitesse de vibration largement inférieure à 10 mm/s (seuil réglementaire).

**Type de suites proposées :** Sans suite